

Informe sobre el Congreso de los sindicatos españoles, presentado bajo forma de artículo por don Ness Edwards, M.P., el cual ha asistido al Congreso como observador británico (29 marzo 1961)

Source: Consejo de Europa. Asamblea Consultiva. Comisión de Naciones no representadas. El Congreso sindical de Madrid de marzo de 1961. París: Consejo de Europa, 29.03.1961.

Copyright: (c) Conseil de l'Europe

URL:

http://www.cvce.eu/obj/informe_sobre_el_congreso_de_los_sindicatos_espanoles_presentado_bajo_forma_de_articulo_por_don_ess_edwards_m_p_el_cual_ha_asistido_al_congreso_como_observador_britanico_29_marzo_1961-fr-3adbdbf1-d6f6-4a46-a6a0-e3e450d72d91.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

327 / 61

CONSEIL DE L'EUROPE

COUNCIL OF EUROPE

Paris, le 29 mars 1961

Restricted
AS/NR (12) 47

Or. angl.

ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

COMMISSION DES NATIONS NON REPRÉSENTÉES

Le Congrès syndical de Madrid
Mars 1961

Rapport sur le Congrès des syndicats espagnols,
présenté sous forme d'article par M. Ness Edwards, M.P.
qui a assisté au Congrès
en qualité d'observateur britannique

On peut tout aussi bien aller visiter l'Espagne de Franco sans approuver le régime que séjourner en Allemagne orientale, en Allemagne occidentale, en Yougoslavie ou en Russie sans pour autant approuver Ulbricht, Adenauer, Tito ou Staline.

Si l'on adoptait le point de vue contraire, les démocrates britanniques devraient s'interdire l'accès d'une grande partie du monde.

C'est sous cette réserve que j'ai accepté une invitation à assister, en qualité d'observateur, six jours durant, au premier "Congresso sindical" qui vient de s'achever à Madrid.

Le Congresso sindical a fourni l'occasion, pour la première fois, à tous les syndicats de se réunir en vue d'élaborer la constitution et de définir les objectifs de cette institution en tant qu'organisation industrielle permanente de la Constitution espagnole.

./.

A 61.224
TN 3714/MB/IM

AS/NR (12) 47

- 2 -

Le Congresso sindical permanent est destiné à servir d'organe consultatif aux Cortès pour toutes les questions économiques et sociales.

Le Congrès, auquel une salle de conférence est réservée dans un bâtiment aussi grand et aussi moderne que le siège du T.U.C. britannique, réunissait quelque 600 délégués, dont les deux tiers avaient été élus par les ouvriers et le personnel de direction, les autres délégués étant des membres des Cortès, des "travailleurs sociaux" et des représentants des syndicats de tout le pays. Le Congrès présentait certaines analogies avec la Conférence Turner-Mond qui a eu lieu en Grande-Bretagne entre les deux guerres.

La différence, toutefois, c'est que ce mode d'organisation était imposé par le régime de Franco et que les infractions à la loi qui l'imposait étaient passibles de peines d'emprisonnement.

C'est cependant la première fois dans l'histoire de l'Espagne que les ouvriers espagnols, isolés les uns des autres jusqu'à présent, se trouvent représentés au sein d'une organisation unique, de même que les employeurs, et s'ils parvenaient un jour à agir de concert, ils pourraient fort bien jouer un rôle déterminant dans la société espagnole.

L'organisation est présidée par Joseph Solis, Ministre nommé par Franco. Sa popularité auprès des délégués ouvriers ne fait pas de doute. En tant que chef de l'ensemble de l'organisation syndicale, il dispose d'un appui considérable.

Il a ouvert le Congrès par un long discours dans lequel il a exhorté les délégués à faire de l'organisation une réalité et à s'exprimer librement et en toute franchise, en ayant toujours en vue les intérêts du peuple espagnol dans son ensemble. Cette organisation, a-t-il déclaré, a pour tâche d'abolir l'ancien ordre social et d'établir une société dans laquelle la justice et le bien-être social devront être accessibles à tous.

C'était incontestablement un discours vigoureux et il a été très applaudi.

Nous avons reçu un autre heurt dans nos idées préconçues lorsque, au cours d'un long compte rendu des activités syndicales, le Secrétaire général, désigné lui aussi par Franco, a invité les délégués à dire leur façon de penser librement, sans crainte comme sans partialité.

./.

Nous commençons à nous sentir un peu comme Alico au pays des merveilles. C'était bol et bien un assaut contre nos idées préconçues.

Jour après jour nous avons entendu les délégués se plaindre des conditions d'existence des ouvriers. Peu d'employeurs ont pris part aux débats. L'un d'eux a déclaré d'un ton acerbe à une déléguée ouvrière qu'elle s'exprimait comme une communiste. Sa remarque ne recueillit aucun applaudissement.

Le comble de l'ironie, pour les observateurs non espagnols, a été le fait que la Conférence a tenu absolument à insérer, dans la déclaration de ses objectifs, les mots suivants : "Le capitalisme est une forme de société injuste."

Au cours de la semaine, les débats furent interrompus pour qu'il fût donné lecture d'un message du Pape bénissant les travaux du Congrès, événement qui fut considéré comme très significatif.

Une des séances a été suivie par Don Carlos, le prétendant au trône, qui, de sa place à la galerie, a tout entendu des discussions sur le plein emploi, le relèvement des allocations de chômage et la nécessité de rendre l'enseignement également accessible aux enfants de travailleurs. Les mots de justice sociale, bien-être social, injustices de la société capitaliste, ont martelé ses oreilles au cours de la séance.

Mais c'est à la dernière séance, le samedi, que s'est produit l'événement capital du Congrès, Le Dictateur en personne est venu y assister. Il a reçu un accueil enthousiaste. Presque tous les délégués, aussi bien ceux des ouvriers que des employeurs, se sont levés pour lui faire une ovation retentissante.

Franco est très petit, d'un physique peu imposant et manifestement âgé. Il a improvisé, mais il n'est pas brillant orateur.

L'étonnement des observateurs britanniques est allé croissant au fur et à mesure que l'interprétation simultanée de ses déclarations parvenait à leurs oreilles.

Il a félicité les syndicalistes de leurs travaux. Il a déclaré qu'il avait suivi les comptes rendus du Congrès jour par jour, et qu'il fallait en finir avec le vieil ordre des choses et **banhir** les injustices de la société. Il a condamné sans ambages l'impérialisme et le colonialisme.

Puis est venu le clou du discours : "Ce n'est qu'à partir d'opinions contradictoires que l'on peut progresser dans l'accord."

./.

AS/NR (12) 47

- 4 -

On ne savait plus si l'on se trouvait à Scarborough ou à Madrid !

Le nouveau Congresso Sindical deviendra-t-il l'élément moteur du régime, ou bien tout cela ne représente-t-il que du bluff ? Assisté-t-on à la naissance d'un nouveau type d'institution politique, ou bien Franco cherche-t-il à créer une force destinée à faire contre-poids à l'Eglise et aux généraux ?

L'avenir seul nous le dira.

Derrière les coulisses, nous avons eu de nombreuses conversations sans caractère officiel. Délégués et "travailleurs sociaux" nous mettaient dans l'embarras par leur empressement à vouloir s'entretenir avec les députés syndicalistes britanniques. Une conversation n'était pas terminée qu'une autre commençait déjà.

Pratiquement, tous les syndicalistes étaient des Fabiens, au sens britannique du terme. Ils désiraient que le changement s'accomplisse au rythme d'une révolution, mais sans guerre civile.

Ceux qui représentaient exclusivement l'industrie se sont efforcés désespérément de faire comprendre leur position, surtout aux Britanniques dont ils considèrent les méthodes comme idéales. (Les intellectuels considèrent l'"Observer" comme une de leurs bibles politiques, on peut l'acheter dans la plupart des kiosques du centre de Madrid)

Dans presque toutes nos conversations, nous avons déploré leur isolement par rapport aux courants de la pensée moderne en Europe. Ils nous ont fait part de leur irritation du fait que l'hostilité manifestée à l'égard de Franco les englobait également. Ils ont soutenu que le salut de l'Espagne ne peut être assuré que par ceux qui demeurent en Espagne. Ceux qui vivent en dehors des frontières du pays poursuivent encore la guerre civile, qui s'est achevée il y a vingt cinq ans. Les campagnes extravagantes menées à l'étranger ne font que renforcer la dictature et rendent la tâche des progressistes plus difficile.

Nous avons eu un exemple de la propagande menée par la Phalange contre la prochaine conférence d'amnistie, à Paris, par le tract laissé subrepticement dans notre hôtel à notre intention.

C'était un imprimé du format d'une page de l'"Observer", avec cette légende :

Travailleurs - socialistes - communistes

Tous ligés à Paris contre l'Espagne

./.

On nous a dit que c'était une manifestation de la lutte menée contre les idées travaillistes et progressistes défendues par les forces libérales, y compris le Congresso Sindical.

Il existe, au sein de la dictature, des conflits nombreux et profonds.

Au cours d'une discussion avec un délégué ouvrier, celui-ci nous a dit que s'il voulait défendre les intérêts des travailleurs qui l'avaient élu, il ne pourrait le faire que dans le cadre de la structure légale imposée par le régime. Il n'avait pas le choix. Ou alors il lui faudrait abandonner les travailleurs qui lui avaient fait confiance. Il nous a déclaré avec force : "Je ne puis défendre la cause des mineurs en les abandonnant."

D'autres nous ont suppliés de faire en sorte que l'Espagne puisse prendre contact avec les mouvements progressistes d'Europe, notamment de Grande-Bretagne. Ils souhaiteraient qu'un grand souffle de démocratie fasse disparaître les toiles d'araignée qui obscurcissent les fenêtres espagnoles. Ils désireraient intensément que leur situation éveille de la sympathie et de la compréhension. Nous les avons tenus trop longtemps dans l'isolement, nous les avons laissés trop longtemps se battre seuls.

Nous avons eu du mal à rendre nos excuses plausibles.

Le principal représentant du courant progressiste est Joseph Solis, que Franco a placé à la tête de l'ensemble de l'organisation syndicale. C'est là une autre trace de Don Quichottisme du régime. Avant la guerre civile, Solis était un syndicaliste. C'est un homme qui approche de la cinquantaine et un catholique fervent ; il est manifestement très supérieur aux politiciens qui se trouvaient réunis à Madrid. On ne doit pas sous-estimer son importance sur la scène espagnole. Si Franco le permet, et on voit difficilement à présent comment il pourrait faire autrement, nous entendrons beaucoup parler de Solis et de l'Espagne.

En Espagne, beaucoup de gens adoptent, sur le plan politique, l'attitude du roi Canut. Si la marée du progrès social n'avance pas, c'est eux qui en seront responsables.

Le courant qui agite en ce moment l'Espagne deviendra-t-il un tourbillon ? Cela dépendra en grande partie des concessions que feront au progrès les éléments réactionnaires. Cela dépendra aussi de la mesure dans laquelle Solis assurera la cohésion de l'organisation syndicale et l'utilisera comme un pivot pour en finir avec les restrictions qu'impose la dictature aux aspirations du peuple.

./.

AS/NR (12) 47

- 6 -

Le problème qui se pose aux esprits progressistes de Grande-Bretagne est de savoir comment aider l'évolution vers le progrès qui a commencé à se dessiner au sein de la dictature, sans s'exposer à être accusés d'ingérence.

Le peuple espagnol a trop souffert d'ingérences étrangères dans le passé ; il souffre trop à l'heure actuelle d'un manque d'amitié.